

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

14 MARS 1945.

14 MAART 1945.

PROJET DE LOI

donnant au Roi, pour une durée limitée,
des pouvoirs extraordinaires.

WETSONTWERP

waarbij aan den Koning, voor een beperkten duur,
buitengewone machten worden toegekend.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION SPECIALE (1)
PAR M. BOHY.

VERSLAG

NAMENS DE BIJZONDERE COMMISSIE (1)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BOHY.

MESDAMES, MESSIEURS,

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN.

I. — Economie du Projet.

I. — Inrichting van het ontwerp.

Les deux projets de pouvoirs spéciaux proposés au Parlement en décembre 1944 et en février 1945 constituaient les aménagements de la loi de 1939.

L'économie du présent projet est toute différente: il s'agit d'un texte nouveau, indépendant de la loi de 1939. Le Gouvernement espère ainsi remédier à la confusion qu'engendre la superposition de textes successifs, qui se complètent et s'amendent, mais ne s'emboîtent pas toujours avec exactitude.

Le Gouvernement souhaite ne plus devoir se prévaloir de la loi de 1939, dont la durée d'application n'a point de limite précise. Le texte nouveau, par contre, est strictement limité à six mois.

Toutefois, soucieux d'éviter les complications juridiques

De twee ontwerpen van bijzondere machten, bij het Parlement ingediend in December 1944 en in Februari 1945 hadden ten doel de wet van 1939 aan te passen.

De inrichting van onderhavig ontwerp is volkomen verschillend: het geldt een nieuwen tekst, onafhankelijk van de wet van 1939. De Regeering hoopt aldus de verwarring te verhelpen welke ontstaat uit het op elkaar plaatsen van opeenvolgende teksten welke elkander aanvullen en wijzigen, maar niet altijd een passend geheel vormen.

De Regeering wenscht niet meer te moeten beroep doen op de wet van 1939 waarvan de toepassingsduur niet vast omlijnd is. De nieuwe tekst is, integendeel, streng beperkt tot zes maanden.

Er om bekommerd, evenwel, juridische verwickelingen

(1) Composition de la Commission: MM. Van Cauwelaert, président, Adam, Blum, Bohy, Buset, Collard, Craeybeekx, Degeer-Adère (Mme), De Man, De Schryver, Devèze (A.), De Winde, Duvieusart, Eekelers, Heyman, Huart, Janssen (Ch.-E.), Kluykens, Leclercq, Marek, Philippart, Sainte, Tahon, Uytroever, Vandevelde (J.), Van Santvoort, Verbist, Vranckx.

(1) Samenstelling van de Commissie: De HH. Van Cauwelaert, voorzitter, Adam, Blum, Bohy, Buset, Collard, Craeybeekx, Degeer-Adère (Mevr.), De Man, De Schryver, Devèze (A.), De Winde, Duvieusart, Eekelers, Heyman, Huart, Janssen (Ch.-E.), Kluykens, Leclercq, Marek, Philippart, Sainte, Tahon, Uytroever, Vandevelde (J.), Van Santvoort, Verbist, Vranckx.

Voir :

Zie :

auxquelles pourrait donner lieu une abrogation formelle de la loi de 1939, le Gouvernement n'a pas cru devoir la proposer. Votre Commission estime qu'il y a lieu de l'en approuver.

Les pouvoirs sollicités atteignent, disait justement un membre par ailleurs partisan du projet, l'extrême limite compatible avec le respect de la Constitution, mais ne la dépassent pas. Il serait vain de dissimuler l'étendue de ces pouvoirs, qui permettent au Gouvernement la plus large initiative en tous domaines, excepté cependant ce qui ressortit aux questions financières, budgétaires et fiscales, questions qui sont et doivent rester de la compétence exclusive du Parlement.

La limitation à six mois, l'application aux seuls cas d'urgente nécessité, l'engagement pris dans l'exposé des motifs de ne point solliciter, pendant ces six mois, la clôture de la session parlementaire, l'engagement de faciliter le contrôle parlementaire en soumettant à l'examen des Commissions tous les textes importants, sont les garanties suffisantes que le Parlement eût dû exiger, en sa qualité de gardien vigilant de la Constitution, si le Gouvernement ne les avait spontanément assurées.

Ajoutons pourtant que si le Gouvernement souhaite soumettre aux Commissions compétentes les textes qu'il élaborera dans le cadre de ses nouveaux pouvoirs, il ne s'engage pas à se soumettre en tous points à leurs avis.

II. — Discussion.

Certains membres ont exprimé la crainte que le Parlement ne se trouve, par le vote du projet, réduit à l'inaction.

Le Gouvernement, largement représenté à votre Commission, estime, par contre, que la tâche que requiert le redressement du Pays est si vaste que le Parlement se trouvera, malgré les pouvoirs extraordinaires, devant un labeur considérable.

A l'article premier, alinéa 1^{er}, il a été particulièrement insisté sur ce que la loi ne pourrait s'appliquer que là où il y aurait à la fois « nécessité » et « urgence ».

Un membre, reprenant une thèse déjà soutenue par lui au cours d'autres débats, demande au Gouvernement de renoncer à édicter des dispositions ayant force de loi, et de se contenter d'arrêtés royaux, dont les Cours et Tribunaux auraient ainsi pouvoir d'apprécier la constitutionnalité.

Le Gouvernement déclare ne pas vouloir, précisément, ouvrir la voie à une procédure qui risquerait de paralyser tous ses efforts.

Le 1^{er} de l'article 1^{er} est admis sans discussion.

Le 2^o est adopté, après que le Gouvernement eût exprimé que le domaine financier reste étranger au champ d'appli-

te éviter les cas d'urgence, et de ne pas donner lieu à une abrogation formelle de la loi de 1939, le Gouvernement n'a pas cru devoir la proposer. Votre Commission estime qu'il y a lieu de l'en approuver.

Les pouvoirs sollicités atteignent, disait justement un membre par ailleurs partisan du projet, l'extrême limite compatible avec le respect de la Constitution, mais ne la dépassent pas. Il serait vain de dissimuler l'étendue de ces pouvoirs, qui permettent au Gouvernement la plus large initiative en tous domaines, excepté cependant ce qui ressortit aux questions financières, budgétaires et fiscales, questions qui sont et doivent rester de la compétence exclusive du Parlement.

La limitation à six mois, l'application aux seuls cas d'urgente nécessité, l'engagement pris dans l'exposé des motifs de ne point solliciter, pendant ces six mois, la clôture de la session parlementaire, l'engagement de faciliter le contrôle parlementaire en soumettant à l'examen des Commissions tous les textes importants, sont les garanties suffisantes que le Parlement eût dû exiger, en sa qualité de gardien vigilant de la Constitution, si le Gouvernement ne les avait spontanément assurées.

Ajoutons pourtant que si le Gouvernement souhaite soumettre aux Commissions compétentes les textes qu'il élaborera dans le cadre de ses nouveaux pouvoirs, il ne s'engage pas à se soumettre en tous points à leurs avis.

II. — Bespreking.

Door sommige leden werd uiting gegeven aan de vrees dat het Parlement door de aanneming van dit ontwerp, tot werkloosheid zou worden gedomd.

De Regeering welke ruimschoots vertegenwoordigd was op de Commissie is, daarentegen, van oordeel dat de taak in verband met de heropbeuring van het land zoo uitgebreid is, dat het Parlement, in weerwil van de buitengewone machten, nog ontzaglijk veel zal te verrichten hebben.

Bij het eerste artikel, alinea I, werd er met nadruk op gewezen dat de wet slechts van toepassing zou zijn, in de gevallen waarin het « noodig » en « spoedeischend » mocht zijn.

Een lid, een stelling overnemend die hij reeds in den loop van andere debatten verdedigde, vraagt aan de Regeering dat zij zou afzien van het uitvaardigen van wetskrachtige bepalingen en alleen Koninklijke besluiten zou nemen over welker grondwettelijkheid de Hoven en Rechtbanken zich dan zouden kunnen uitspreken.

De Regeering verklaarde dat zij juist geen aanleiding wilde geven tot een procedure welke dreigen zou al haar pogingen te verlammen.

Het 1^o van het eerste artikel werd aangenomen zonder bespreking.

Het 2^o eveneens, nadat de Regeering had verklaard, dat het financieel gebied buiten het bereik blijft

cation de la loi. Un membre insiste sur la nécessité d'établir, dès que possible, les budgets réguliers.

Le 3° est adopté.

Le 4° donne lieu à un assez long échange de vues, qui aboutit aux précisions suivantes :

Le Gouvernement souhaite pouvoir écarter, à titre provisoire et préventif, de toutes fonctions publiques ou sociales ou à caractère public, ou social, les personnes dont l'attitude, au cours de l'occupation ennemie, aurait nui gravement aux intérêts nationaux. Mais des mesures définitives ne seront prises que par des collèges à caractère juridictionnel, devant lesquels le droit de défense sera pleinement assuré. Cette matière est particulièrement délicate. Une trop grande précision de termes serait prématurée. Des textes définitifs ne pourront être arrêtés qu'à la lumière de cas concrets, les Commissions parlementaires compétentes entendues.

Un membre objecte que la condition d'urgence ne lui paraît pas réalisée en cette matière, mais qu'elle devrait être soumise sans délai aux délibérations de la Chambre.

Le Gouvernement croit, au contraire, qu'il importe d'apporter à ces questions, qui troublent profondément le pays, une très prompt solution.

Un amendement de MM. Marien, Maistriau, Fischer, Beaufort et Meysmans, vise à supprimer le mot « grave » . Les auteurs veulent éviter les demi-mesures et des indulgences inopportunes. Le Gouvernement précise qu'il entend, grâce au maintien de ce mot, écarter les cas vraiment véniels et les accusations mal fondées, tout en atteignant même des personnes dont les fautes ne tomberaient pas sous l'application du Code pénal.

Un membre observe que l'épuration administrative est d'une lenteur affligeante. Le Gouvernement en conclut que le texte proposé est nécessaire à une refonte du système.

Le 5° est admis après que, sur interrogation d'un membre, le Gouvernement eût précisé la portée des termes « reconstruction morale » : il s'agit de fortifier le sentiment civique là où il paraît insuffisamment cultivé.

Les articles 2 et 3 n'ont pas donné lieu à discussion.

L'ensemble du projet a été approuvé par 17 voix contre 1 et 2 abstentions.

III. — Conclusions.

En vous proposant de concéder au Gouvernement des pouvoirs aussi étendus, votre Commission n'entend pas inviter votre Assemblée à condamner ses méthodes habituelles de travail et moins encore le Parlement lui-même.

Elle croit que les expériences politiques dont les dernières années ont donné le spectacle au monde épouvanté enseignent, avec une force incomparable, qu'hors la démocratie constitutionnelle, il n'est qu'aventures, misères et périls. Elle croit que, quelles que puissent être les

van de toepassing van de wet. Een lid wijst op de noodzakelijkheid, zoodra mogelijk, regelmatige begrotingen op te maken.

Het 3° wordt goedgekeurd.

Het 4° gaf aanleiding tot een vrij lange gedachtenwisseling waarvan de slotsom het volgende was :

De Regeering wenscht, door middel van een voorloopen en voorbehoedenden maatregel, uit alle openbare of sociale ambten of ambten met openbaar of sociaal karakter, alle personen te verwijderen wier houding gedurende de vijandelijke bezetting, 's lands belangen ernstig mocht hebben geschaad. De definitieve maatregelen zullen echter slechts worden genomen door juridictioneele colleges, vóór dewelke het recht der verdediging volkomen wordt verzekerd. Die stof is van bijzonder kieschen aard. Een te nauwkeurige omschrijving ware voorbarig. Definitieve teksten kunnen slechts worden vastgelegd, steunend op concrete gevallen, na de bevoegde parlementaire commissiën te hebben gehoord.

Door een lid wordt aangevoerd, dat de dringendheidsvoorwaarde hem op dit gebied niet lijkt van toepassing te kunnen zijn, maar dat zij, zonder verwijl, aan de Kamer ter bespreking zou moeten worden voorgelegd.

De Regeering is, daarentegen, van oordeel dat een zeer snelle oplossing dient gegeven aan die kwestie, waardoor het land in groote mate wordt beroerd.

Een amendement van de Heeren Marien, Maistriau, Fischer, Beaufort en Meysmans strekt er toe het woord « ernstig » weg te laten. De indieners willen halve maatregelen en ongelegen toegeeflijkheid voorkomen. De Regeering verklaart dat zij, door het behoud van dit woord, alle werkelijk onbeduidende gevallen en de ongegronde beschuldigingen wil laten wegvallen, ofschoon tevens ook personen wil treffen wier misslagen niet onder toepassing van het Strafwetboek zouden vallen.

Een lid wijst er op dat de administratieve zuivering op bedroevend trage wijze geschiedt. De Regeering leidt daaruit af, dat de voorgestelde tekst noodig is voor een omwerking van het systeem.

Het 5° wordt aangenomen nadat de Regeering, op aanvraag van een lid, de draagwijdte van de woorden « zedelijke wederopbouw » heeft toegelicht : het gaat er om het vaderlandsch gevoelen te versterken, waar dit onvoldoende lijkt ontwikkeld.

De artikelen 2 en 3 gaven geen aanleiding tot bespreking.

Het ontwerp zelf werd goedgekeurd met 17 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

III. — Besluiten.

Door U voor te stellen aan de Regeering zoo 'n uitgebreide machten toe te staan, wil uw Commissie uw vergadering allermint uitnoodigen haar gewone werkmethode en nog minder het Parlement zelf te veroordeelen.

Zij is overtuigd, dat de politieke ervaringen, waarvan de laatste jaren, aan de verbijsterde wereld, het schouwspel werd gegeven, met een onvergelykelijke kracht, aantoonen, dat, buiten de grondwettelijke democratie, slechts avontuur, ellende en gevaar te vinden zijn. Zij is overtuigd, dat

imperfections propres à tout ce qui, né de l'homme, participe des faiblesses et des erreurs de la condition humaine, le régime parlementaire est le mieux à même d'accomplir la tâche que les institutions modernes lui ont dévolue.

Mais il ne s'agit point, aujourd'hui, de tisser patiemment la trame de lois durables, de s'adapter, sagement et prudemment, jour après jour, à la lente évolution des périodes calmes, ni de pourvoir quotidiennement à l'administration d'un pays dont la chair est intacte et le sang vif et riche.

Il s'agit de pourvoir, avec promptitude, à une transfusion massive, urgente, dont a besoin un pays exsangue qu'un retard peut tuer.

Ce n'est pas discréditer le Parlement que de constater que ce qui fait le mérite même de son travail coutumier, le rend impropre à assurer cette œuvre d'action prompte et improvisée. Et rien ne saurait mieux établir la parfaite conscience qu'il a des réalités et des nécessités, sa capacité à discerner les problèmes qui se posent et à indiquer leurs solutions, que de le voir faire cette discrimination entre les tâches qui sont siennes et celles pour lesquelles il se sent mal armé.

Votre Commission souhaite que le Parlement dise au Pays que, confiant dans l'honnêteté politique et la capacité d'action du Gouvernement, il entend lui donner les moyens nécessaires pour faire face aux difficultés de l'heure.

Elle souhaite aussi que le projet soit voté sans marchandage, que le vote prenne la valeur d'un geste, afin que le Pays mesure bien qu'il ne s'agit point d'un vote de résignation, mais d'une prise de responsabilité réfléchie, consciente et volontaire.

Peut-être ainsi le Pays comprendra-t-il mieux la gravité de l'heure et la grandeur de l'effort qu'il faut exiger de tous.

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Président,

Fr. VAN CAUWELAERT.

Le Rapporteur,

Georges BOHY.

welke ook de onvolmaaktheden kunnen zijn, eigen aan alles wat, uit den mensch geboren, den stempel draagt van de zwakheden en dwalingen van de conditio humana, het parlementair stelsel het best geschikt is om de taak te vervullen welke het door de hedendaagsche instellingen werd toevertrouwd.

Maar het gaat er op dit oogenblik niet om, duurzame wetten geduldig aan elkaar te rijgen, zich wijselijk en omzichtig, dag na dag aan te passen aan de trage evolutie van de rustige tijdperken, noch dagelijks te voorzien in het bestuur van een land dat nog ongeschonden is en wien rijk en levend bloed door de aderen stroomt.

Het gaat er om, zonder verwijl, een zware, spoedeisende transfusie te verrichten waaraan een uitgeput land behoefte heeft, hetwelk bij langer uitstel eronder kan bezwijken.

Men brengt het Parlement niet in discredit wanneer men vaststelt dat wat de verdienste uitmaakt van zijn gewoon werk, het ongeschikt maakt om dit werk van vlug en geïmproviseerd ingrijpen te verzekeren. En niets zou beter in het licht stellen dat het zich volkomen bewust is van de werkelijkheden en behoeften, dat het wel een onderscheid kan maken tusschen de vraagstukken welke worden gesteld en dat het een oplossing er voor kan aanwijzen, wanneer het ook dit onderscheid zou maken tusschen de taken welke tot zijn gebied behooren en deze waarop het maar slecht is berekend.

Uw Commissie wenscht dat het Parlement aan het Land zou zeggen dat het vertrouwen stelt in de politieke rechtschapenheid en het doorzettingsvermogen van de Regeering en haar dan ook de noodige middelen wil verschaffen om het hoofd te bieden aan de moeilijkheden van het oogenblik. Zij wenscht eveneens, dat het ontwerp zou worden aangenomen zonder geschacher, dat de stemming de waarde zou hebben van een gebaar, opdat het land zou inzien dat het geen stemming van berusting geldt maar een weloverwogen, welbewuste en vrijwillige opneming van verantwoordelijkheid.

Dan zal het Land misschien beter begrijpen hoe ernstig het oogenblik is en hoe zwaar de inspanning welke van allen moet worden gevraagd.

Dit verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Voorzitter,

F. VAN CAUWELAERT.

De Verslaggever,

Georges BOHY.